



Contribution des Poissons Roses au grand débat national

Pour un maintien du statu quo législatif en matière de PMA

Les Poissons Roses souhaitent faire part de leur proposition au sujet des débats bioéthiques qui laissent penser que la PMA pour les femmes seules et les couples de femmes sera ouverte.

Leur position est de préconiser le maintien du statu quo législatif. Cette position est fondée sur la prise en compte de plusieurs enjeux.

Le premier concerne la famille, institution essentielle de notre société. Elle est bousculée par les évolutions démographiques qui allongent la jeunesse, étirent la durée de vie des couples bien au-delà de la période de procréation et d'éducation des enfants puis transforment notre appréhension de la vieillesse. Les améliorations des diagnostics prénataux et des codages du génome instaurent dès à présent une sélection violente qui se traduit par plus de 200.000 avortements par an et aboutira prochainement à un eugénisme non-dit mais bien réel. En fin de vie, la charge de la vieillesse pèse de plus en plus sur l'économie nationale, suggérant à certains la tentation extrême d'élimination des vieillards, sous couvert du respect de la dignité humaine.

Face à cette situation, il s'agit ni de croire aux recettes du passé, ni de se lancer dans une course effrénée à l'innovation technologique en autorisant par la loi des évolutions lourdes de sens. Face à l'extrême gravité de ces évolutions et à la rapidité des sauts technologiques, il est indispensable de prendre du temps. **Nous demandons la réunion d'Etats Généraux de la famille. Nous émettons aussi le vœu que les lois sociétales requièrent, par modification de la constitution, une majorité des 2/3.**

Le deuxième enjeu concerne le rôle du législateur à travers la prise en compte du désir. L'extension de la PMA par la loi, au nom d'une « égalité de désir », conduit à la disparition de la Loi comme émanation de la volonté générale et en sape finalement le fondement.

Dans son dernier avis, le Conseil consultatif nationale d'éthique (CCNE) se fonde clairement sur le primat du désir qui justifierait d'ouvrir aux couples d'homosexuelles un traitement qui répond aujourd'hui exclusivement à une prescription médicale. Il le justifie « pour pallier la souffrance induite par une infécondité résultant d'une orientation personnelle ». C'est en réalité le statut et le rôle de la Loi qui sont ainsi directement remis en cause. Naturellement, on sait depuis longtemps que certaines dispositions législatives peuvent être inspirées par tel ou tel groupe d'intérêt. Encore ces législations s'appuient-elles, toujours, sur un intérêt général : volonté de mener des politiques publiques positives ou nécessité de prévenir des risques ou des désordres, dont la lutte contre des

discriminations *objectives*. Pour la première fois, une loi pour étendre l'AMP consacrerait *l'égalité de désir* comme motif – unique, comme l'ont précisé, et le Conseil d'Etat, et le CCNE - pour que, dans toute sa symbolique, son prestige social mais aussi son autorité morale, intervienne le Législateur. Avec cette affirmation de la reconnaissance du primat de l'intérêt *de* collectifs sur l'intérêt général, la loi ne se fonde plus sur aucune valeur transcendante, même Républicaine, comme le sont par exemple celles exprimées dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. A terme, si le pouvoir législatif n'est mu que par des désirs, alors **il n'est plus besoin d'un lieu où s'arbitrent les volontés particulières pour satisfaire l'intérêt collectif. La société n'aurait donc plus besoin d'un Parlement Républicain.**

Le troisième enjeu porte sur la société que nous voulons. Autoriser la PMA aux couples d'homosexuelles et aux femmes seules, permettre la GPA et l'euthanasie, instituerait une société définie par deux traits majeurs : l'invasion, dans la sphère de l'intimité, non seulement du contrat comme mode de régulation mais aussi du marché qui lui est intimement lié ; la remise en cause des principes de base qui équilibrent jusqu'à présent la société : le respect de la dignité de la vie, le caractère inviolable de la personne humaine, la non commercialisation des organes et du corps, la filiation comme don reçu d'autrui.

Aussi, en ce qui concerne l'extension de la PMA, nous préconisons le statu quo : ni législation supplémentaire, ni interdiction nouvelle mais un appel à la responsabilité des intéressées.

Par ailleurs, nous rejoignons les très nombreuses opinions, de gauche comme de droite, écologistes, hétérosexuels comme homosexuels, qui refusent catégoriquement l'ouverture de la GPA.

Ces positions sont fondées par la prise en compte de plusieurs éthiques : de conviction, de responsabilité, économique et de vulnérabilité. Nous refusons une société où tout s'achète et se vend, où le droit du plus riche est légitimé et où le plus vulnérable - l'enfant, le vieux, la personne en situation de handicap - ne sera ni aidé, ni respecté sous couvert de la liberté de chacun. Pour nous, la volonté de toute-puissance de l'homme revient violemment pour contester les grandes lois sacrées de la vie.

Nous sommes conscients que, derrière ces analyses, des personnes, que nous avons écoutées, souffrent en toute sincérité et réclament égalité de traitement, non-discrimination, respect. Nous sommes toutefois convaincus qu'entrer dans ces démarches est profondément contraire à l'intérêt de notre société dans son ensemble. Un sursaut est nécessaire. Il passe par **des engagements bienveillants et réciproques** : comprendre que la vie à deux est un chantier à travailler chaque jour, mettre en place des accompagnements afin d'aider les couples à surmonter les difficultés du quotidien plutôt que de céder au « zapping sentimental » ; illustrer par des exemples concrets la capacité de couples à se ré-émerveiller au fil des jours de la beauté de leur rencontre initiale ; mettre enfin – et c'est essentiel - au centre de nos préoccupations les enfants et s'interdire de les blesser par nos infidélités.

La famille durable reste certes à imaginer. Nous avons la conviction qu'elle peut nous aider collectivement à résister aux fascinations biotechniques qui nous sont proposées.